

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 875

(F — 29140)

21 DECEMBRE 1992. — Décret contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

consolidation y relatif est rattaché à l'année budgétaire 1992.

Articlé 1^{er}

Pour l'année budgétaire 1993, les recettes courantes sont évaluées à 200 865,8 millions de francs, conformément au titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 4

L'Exécutif est autorisé à percevoir les recettes provenant de l'Etat dans le cadre de l'application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ou celles qui découlent de l'application de toute autre législation nationale ou régionale, ainsi que les recettes provenant de l'exercice de ses compétences, notamment en application de l'article 113 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'année budgétaire 1993, les recettes en capital sont évaluées à 10 504,2 millions de francs, conformément au titre II du tableau annexé au présent décret.

Il est également autorisé à percevoir le produit des impôts et taxes mis en vigueur dans le cadre de l'article 110, § 2, de la Constitution et à prendre toutes les dispositions nécessaires à cette fin.

Art. 3

Pour l'année budgétaire 1993, le produit d'emprunts d'une durée supérieure à un an est évalué à 8 320,0 millions de francs, conformément au titre III du tableau annexé au présent décret.

Art. 5

Les montants inscrits aux articles 36.02, 46.01, 46.02, 46.04 et 46.05 correspondent à l'estimation du montant des droits de la Communauté française envers l'Etat pour l'exercice budgétaire 1993 en ce qui concerne les impôts et dotations qui y sont mentionnés.

En cas de découvert cumulé en trésorerie à la date du 31 décembre 1992, l'emprunt de

(1) *Session 1992-1993.*

Documents du Conseil. — N° 4-I, n° 1. Projet de décret. — N° 4-I, n° 1, annexe 1. Programme justificatif. — N° 4-I, n° 2. Rapport. *Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séances des 17 et 18 décembre 1992. — Adoption. Séance du 18 décembre 1992.

Le remboursement à l'Etat de la fraction des parties attribuées des impôts précités et de celle des dotations, versées en surplus à la Communauté française pour l'exercice budgétaire 1992, peut être effectué par compensation, en opération de trésorerie.

Tout montant versé par l'Etat au titre de « Impôt des Communautés » et relatif à la redevance radio et télévision pour l'année 1992, est rattaché à l'année budgétaire 1992, article 46.04 du titre I.

Le versement en 1993 de tout montant qui serait dû à la Communauté française au titre de cotisation de solidarité ou de rétribution ou sous toute autre forme, dans le cadre d'une convention à passer entre les entreprises exerçant des activités de télédistribution et la Communauté française, est rattaché à l'année budgétaire 1992, titre I, article 36.01 ou 16.01, selon le cas.

Art. 6

L'Exécutif est habilité à prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment la modification du libellé d'article budgétaire ou d'article du dispositif, en vue de résoudre les difficultés d'ordre technique pouvant résulter du passage de la présentation adoptée pour les documents budgétaires relatifs à l'année budgétaire 1992, à celle définie par la loi du 28 juin 1989, en ce compris, en ce qui concerne les recettes des fonds budgétaires inscrits en 1992 en section particulière, les conséquences, selon le cas, de la suppression de ceux-ci, de leur transformation en fonds organiques au sens de la loi du 28 juin 1989, de leur remplacement par une ou plusieurs allocations de base, ou de leur fusion.

Le Conseil de la Communauté française et la Cour des Comptes sont informés sans délai des dispositions prises en exécution du paragraphe précédent.

Art. 7

Le Ministre-Président de l'Exécutif ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé :

1. à conclure toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor de la Communauté française;
2. en ce qui concerne les emprunts privés contractés par la Communauté française en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement ou, en général, à conclure des contrats de gestion dans ces mêmes matières;
3. à conclure toute opération de gestion financière des excédents journaliers éventuels des recettes sur les dépenses du Trésor de la Communauté française, des produits d'emprunts, par utilisation de tout moyen exploitant des produits offerts par les marchés financiers dans le meilleur intérêt du Trésor de la Communauté française;

4. à procéder, dans le cadre et à concurrence du montant figurant sous l'article 76.01 du tableau annexé au décret du 26 juin 1992 contenant le budget des recettes de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 et sous déduction de ce qui a déjà été perçu au 31 décembre 1992, à la réalisation de toute opération immobilière visée par le décret du 28 janvier 1991 relatif aux aliénations d'ensembles domaniaux et par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisés et subventionnés par la Communauté française, sans préjudice, dans ce dernier cas, des délégations existant pour ce qui concerne la décision d'aliéner et celle d'affecter au budget des recettes le produit de l'aliénation. Les montants perçus en application de la présente disposition sont rattachés à l'année budgétaire 1992, article 76.01.

Art. 8

Le ministre-président de l'Exécutif ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé à couvrir par des emprunts, l'excédent des dépenses effectuées en 1993 sur les recettes obtenues durant la même année, ainsi que tout autre découvert éventuel de trésorerie, notamment dans le cadre des dispositions des articles 49 et 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Le Trésor est autorisé à accorder des avances aux comptes financiers destinés au paiement des dépenses de rémunérations des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française et à ceux prenant en charge les rémunérations des agents contractuels subventionnés et celles du personnel à charge du fonds budgétaire interdépartemental, en cas de position débitrice de ces comptes.

Art. 9

Les intérêts créditeurs ou les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, font l'objet d'une compensation entre eux. Seul le solde annuel résultant de cette compensation fait l'objet d'une inscription budgétaire figurant, selon le cas, au budget général des recettes ou au budget administratif relatif à la dette.

Art. 10

Les revenus du capital consacrés d'une part à conserver les collections léguées à la Communauté française pour l'Université de Liège par le Baron Wittert et d'autre part à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois, et versés par l'Etat, sont transférés au Patrimoine de l'Université de Liège, via un compte d'ordre de trésorerie. Le solde existant au 31 décembre 1992 sur l'article 66.01 A « Fonds Wittert » de la section particulière du budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de l'année budgétaire 1992, est également versé sur ce compte.

Art. 11

Sans préjudice de l'article 3, 2^e alinéa, les produits d'emprunts d'une durée supérieure à un an sont versés au budget des recettes de l'année 1993 comme recettes générales du Trésor de la Communauté française.

Art. 12

Le recouvrement des recettes à imputer aux articles 11.01, 16.01, 16.02, 16.03, 16.04, 16.05, 16.06, 76.01, 76.02, 76.03 et 76.04, et celui ayant

trait aux recettes affectées, sont opérés, le cas échéant, par les comptables des recettes désignés par arrêté de l'Exécutif.

Art. 13

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1993

TITRE I. — RECETTES COURANTES

En millions de francs

Article	Designation des produits	évaluation par article	Total
---------	--------------------------	---------------------------	-------

SECTEUR I

RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS

36.01	Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, § 2, de la Constitution	—	
36.02	Impôt des Communautés: produit net attribué à la Communauté française, de la redevance radio et télévision	2 162,2	
	Total pour le secteur I		2 162,2

SECTEUR II

RECETTES GENERALES

08.01	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ministère de la Culture et des Affaires sociales, ancien fonds 66.22 A)	—	
-------	---	---	--

TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs)

Article	Designation des produits	Evaluation par article	Total
08.02	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ancien fonds 66.10 C)	0,8	
11.01	Remboursement des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	590,0	
12.01	Versements des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds	—	
16.01	Produits divers	220,7	
16.02	Remboursement de sommes indûment versées	—	
16.03	Droits d'inscription à l'enseignement à distance	40,0	
16.04	Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	100,0	
16.05	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (anciens fonds 66.33 A, 66.34 A, 66.35 A)	3,0	
16.06	Récupération de l'aide accordée aux indigents belges et étrangers (ancien fonds 66.22 A)	4,0	
16.07	Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55 B)	360,0	
29.01	Intérêts de placements	—	
46.01	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques	44 900,7	
46.02	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée	143 454,2	
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65,1	
46.04	Partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision	5 942,3	
46.05	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1 358,1	
	Total pour le secteur II		197 038,9

SECTEUR III

RECETTES AFFECTEES

SECTION 1

MINISTERE DE LA CULTURE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées (cf. D.O. 41 — P.A. 11)	—	
16.08	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé (cf. D.O. 61 — P.A. 06)	5,0	
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les Centres de lecture de la Communauté française et de la Bibliothèque centrale de la Communauté française (cf. D.O. 63 — P.A. 12)	—	

TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs)

Article	Designation des produits	Evaluation par article	Total
16.10	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels (cf. D.O. 64 — P.A. 41)	1,0	
16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées (article 27 du décret du 19 juillet 1991) (cf. D.O. 65 — P.A. 34)	4,0	
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL-TVi affectées au développement de la presse écrite (cf. D.O. 65 — P.A. 41)	170,0	
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le Centre culturel Marcel Hicter (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	13,0	
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossignol (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	3,0	
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroule (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	3,0	
40.01	Versements de l'ONE pour le subventionnement des centres de vacances (cf. D.O. 25 — P.A. 11)	11,7	
46.06	Versements de la Loterie nationale et du Fonds national d'impulsion à la politique de l'immigration (cf. D.O. 41 — P.A. 11)	—	
48.01	Contribution de la Région wallonne (article 105 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale (cf. D.O. 42 — P.A. 31)	1 400,0	
SECTION 2			
MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION			
06.02	Recettes diverses, dons, legs, subventions et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique (cf. D.O. 95 — P.A. 36)	—	
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de personnes publiques ou privées dont la Loterie nationale, destinées à la politique de l'immigration (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	—	
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française) (cf. D.O. 56 — P.A. 23)	—	
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (officiel subventionné) (cf. D.O. 56 — P.A. 30)	—	
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (libre subventionné) (cf. D.O. 56 — P.A. 30)	—	
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes ou d'actions de formation et de réinsertion professionnelles (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	—	
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	54,0	
Total pour le secteur III			1 664,7
TOTAL POUR LE TITRE I			200 865,8

TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL

(En millions de francs)

Article	Designation des produits	Evaluation par article	Total
SECTEUR I			
RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS			
	(Pour mémoire)	—	
	Total pour le secteur I		0,0
SECTEUR II			
RECETTES GENERALES			
76.01	Produit de la vente ou de l'octroi de tous autres droits réels sur des immeubles	10 500,0	
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	—	
76.03	Recettes diverses	0,2	
76.04	Remboursement de sommes indûment payées	—	
	Total pour le secteur II		10 500,2
SECTEUR III			
RECETTES AFFECTEES			
SECTION 1			
MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs (cf. D.O. 63 — P.A. 51)	4,0	
86.02	Remboursements de prêts accordés à des librairies (cf. D.O. 63 — P.A. 51)	—	
SECTION 2			
MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION			
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit (cf. D.O. 40 — P.A. 03)	—	
	Total pour le secteur III		4,0
	TOTAL POUR LE TITRE II		10 504,2
	TOTAL TITRE I + TITRE II		211 370,0

TITRE III. — PRODUITS D'EMPRUNTS

(En millions de francs)

Article	Designation des produits	Evaluation par article	Total
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	8 320,0	
96.02	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en devises	—	
TOTAL POUR LE TITRE III			8 320,0
TOTAL TITRE I + TITRE II + TITRE III			219 690,0
Remboursement à l'Etat en application des articles 13, § 2, 37, 38, § 3, 42, § 2, et 62, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la fraction nette des parties attribuées des impôts partagés et de la dotation relative aux étudiants étrangers, versées en surplus à la Communauté française pour l'exercice 1992 (voir l'art. 5, alinéa 2, du dispositif du présent décret)			—1 289,4
TOTAL GENERAL			218 400,6

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 03 — 875

[5 — 29140]

21 DECEMBER 1992. — Decreet houdende de middelenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1993 worden de lopende ontvangsten op 200865,8 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1993 worden de kapitaalontvangsten op 10504,2 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. Voor het begrotingsjaar 1993 wordt de opbrengst van leningen waarvan de duur langer is dan één jaar op 8320,0 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel III van de bij dit decreet gevoegde tabel.

In dien er op 31 december 1992 een gecumuleerd thesaurietekort bestaat, dan wordt de consolidatielening met betrekking hierop verbonden aan het begrotingsjaar 1992.

Art. 4. De Executieve wordt ertoe gemachtigd de ontvangsten voortkomend uit de Staat in het kader van de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten of deze die voortspruiten uit de toepassing van elke andere nationale of gewestelijke wetgeving, alsook de ontvangsten voortkomend uit de uitoefening van haar bevoegdheden, in te vorderen, inzonderheid bij toepassing van artikel 113 van de Grondwet.

Ze wordt er eveneens toe gemachtigd de opbrengst van de belastingen en de taksen die in werking zijn getreden in het kader van artikel 110, § 2, van de Grondwet, te innen en alle noodzakelijke maatregelen te treffen te dien einde.

Art. 5. De bedragen uitgetrokken op de artikelen 36.02, 46.01, 46.02, 46.04 en 46.05 stemmen overeen met de raming van het bedrag van de rechten van de Franse Gemeenschap ten opzichte van de Staat voor het begrotingsjaar 1993 wat betreft de belastingen en de dotaties die daar vermeld worden.

De terugbetaling aan de Staat van het deel van de toegewezen gedeelten van voornoemde belastingen, en van de dotaties, die extra gestort werden aan de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, kan per compensatie geschieden, als thesaurieverrichting.

Elk door de Staat als "Belasting van de Gemeenschappen" gestort bedrag betreffende het Kijk- en luistergeld voor het jaar 1992, wordt verbonden aan het begrotingsjaar 1992, artikel 46.04 van titel I

Elk bedrag dat aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zou zijn als kader van een overeenkomst te sluiten tussen de ondernemingen die teledistributie-activiteiten uitoefenen en de Franse Gemeenschap en dat in 1993 gestort zou worden, wordt verbonden aan het begrotingsjaar 1992, titel I, artikel 36.01 of 16.01, naar gelang van het geval

Art. 6. De Executieve wordt ertoe gemachtigd alle bepalingen te treffen, inzonderheid de wijziging van de tekst van een begrotingsartikel of van een artikel van het bepalend gedeelte, met het oog op het oplossen van de moeilijkheden van technische aard die kunnen voortvloeien uit de overgang van de voorstelling die was aangenomen voor de begrotingsdocumenten met betrekking tot het begrotingsjaar 1992 naar deze die bepaald is bij de wet van 28 juni 1989, met inbegrip, wat de ontvangsten van de begrotingsfondsen betreft die in 1992 in de afzonderlijke sectie waren ingeschreven, van de gevolgen, naar gelang van het geval, van hun afschaffing, hun verandering in organieke fondsen in de zin van de wet van 28 juni 1989, van hun vervanging door één of meer basisallocaties, of van hun samenvoeging

(1) Zitting 1992-1993.

Stukker van de Raad. — Nr. 4-I, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-I, nr. 1, bijlage 1. Verantwoordingsprogramma. — Nr. 4-I, nr. 2. Verslag integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 17 en 18 december 1992. — Aanneming Vergadering van 18 december 1992.

De Raad van de Franse Gemeenschap en het Rekenhof worden zonder verwijf op de hoogte gebracht van de bepalingen die ter uitvoering van de vorige paragraaf werden getroffen.

Art. 7. De minister-voorzitter van de Executieve, tot wiens bevoegdheid de begroting en de financiën behoren, wordt ertoe gemachtigd :

1. elke daad van financieel beheer in het algemeen belang van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap te verrichten;

2. wat betreft de private leningen aangegaan door de Franse Gemeenschap in België of in het buitenland, in overeenstemming met de leners, de voorwaarden en de bewoordingen voor de terugbetaling aan te passen of, in het algemeen, beheerscontracten voor dezelfde materies te sluiten;

3. elke daad van financieel beheer van de eventuele dagelijkse overschotten aan ontvangsten op de uitgaven van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap, van de opbrengsten van leningen, te verrichten, door het aanwenden van alle middelen tot uitbating van de opbrengsten aangeboden door de financiële markten, en dit in het best mogelijk belang van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap;

4. in het kader en ten belope van het bedrag vermeld in artikel 76.01 van de tabel gevoegd bij het decreet van 26 juni 1992 houdende de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 en onder aftrek van wat reeds op 31 december 1992 geïnd is, elke onroerende verrichting te realiseren zoals bedoeld in het decreet van 28 januari 1991 betreffende de vervreemding van de onroerende domeingoeederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap en in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitaire onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, onverminderd, voor dit laatste geval, de delegaties inzake de beslissing tot vervreemding en tot bestemming voor de ontvangstenbegroting van de opbrengst van de vervreemding. De bedragen die geïnd werden bij toepassing van deze bepaling worden verbonden aan het begrotingsjaar 1992, artikel 76.01.

Art. 8. De minister-voorzitter van de Executieve, tot wiens bevoegdheid de begroting en de financiën behoren, wordt ertoe gemachtigd door leningen het overschot aan uitgaven gedaan in 1993 op de ontvangsten van ditzelfde jaar te dekken, alsook elk ander eventueel thesaurie tekort, inzonderheid in het kader van de bepalingen van de artikelen 49 en 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De Thesaurie wordt ertoe gemachtigd voorschotten te verlenen aan de financiële rekeningen bestemd voor de uitbetaling van de bezoldigingsuitgaven van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap en aan deze bestemd voor de tenlasteneming van de bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen en van het personeel dat ten laste valt van het interdepartementaal begrotingsfonds, als deze rekeningen debet staan.

Art. 9. De creditrente of de debetrente die voortvloeien uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, worden onder elkaar gecompenseerd. Alleen het jaarlijks saldo van die compensatie wordt in de begroting geboekt, naar gelang van het geval, in de algemene ontvangstenbegroting of in de administratieve begroting betreffende de Schuld.

Art. 10. De opbrengst van het kapitaal bestemd enerzijds tot behoud van de verzamelingen aan de Gemeenschap overgemaakt voor de "Université de Liège" door baron Wittert en anderzijds tot vermeerdering van de oude boeken en gravuren en van de Chinese boeken, door de Staat gestort, wordt, via een thesaurierekening voor orde, naar het eigen vermogen van de "Université de Liège" overgeschreven. Het saldo dat op 31 december 1992 voorhanden was op artikel 66.01 A "Fonds Wittert" van de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming voor het begrotingsjaar 1992, wordt eveneens op die rekening gestort.

Art. 11. Onverminderd artikel 3, 2e lid, worden de opbrengsten van leningen waarvan de duur langer is dan één jaar, gestort op de ontvangstenbegroting voor het jaar 1993 als algemene ontvangsten van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap.

Art. 12. De invordering van de ontvangsten die op de artikelen 11.01, 16.01, 16.02, 16.03, 16.04, 16.05, 16.06, 76.01, 76.02, 76.03 en 76.04 aan te rekenen zijn, geschiedt, in voorkomend geval, door toedoen van de rekenplichtigen van de ontvangsten die bij besluit van de Executieve aangesteld worden.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

MIDDELENBEGROTING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1993

TITEL 1. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
-----------	-----------------------------	--------------------	---------

SECTOR I. — FISCALE ONTVANGSTEN
EN ONTVANGSTEN UIT PARTICULIERE RECHTEN

36 01	Retributies, heffingen en rechten, opbrengsten van alle belastingen en taksen geheven in het kader van artikel 110, § 2, van de Grondwet.....		
36 02	Belasting van de Gemeenschappen : aan de Franse Gemeenschap toegewezen netto-opbrengst van het kijk- en luistergeld.....	2 162,2	
	Totaal voor sector I.....		2 162,2

TITEL I. — Lopende ontvangsten		(In miljoenen frank)	
Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
SECTOR II — ALGEMENE ONTVANGSTEN			
08.01	Stortingen door de instellingen van openbaar nut met het oog op de betaling van de bezoldiging en de kosten van de toezichtinstellingen van de Gemeenschap (Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, vroeger fonds 66.22 A).....	—	
08.02	Stortingen door de instellingen van openbaar nut met het oog op de betaling van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, vroeger fonds 66.10 C).....	0,8	
11.01	Terugbetaling van lonen, wedden, weddetoelagen, bijkomende toelagen van het personeel van het onderwijs of van de diensten van de Gemeenschap of de Staat.....	590,0	
12.01	Storting van de bedragen die niet werden gebruikt door de rekenplichtigen die met geldvoorschotten werken.....	—	
16.01	Diverse opbrengsten.....	220,7	
16.02	Terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen.....	—	
16.03	Inschrijvingsgeld voor afstandsonderwijs.....	40,0	
16.04	Inschrijvingsgeld voor het onderwijs in de inrichtingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd of georganiseerd.....	100,0	
16.05	Inschrijvingsgeld voor het onderwijs voor sociale promotie (vroegere fondsen 66.33 A, 66.34 A, 66.35 A).....	3,0	
16.06	Terugvordering van de steun verleend aan Belgische en buitenlandse behoeftigen (vroeger fonds 66.22 A).....	4,0	
16.07	Opbrengst van de retributie voor het betrekken van de gebouwen van de Gemeenschap door het "Centre hospitalier universitaire de Liège" (vroeger fonds 66.55 B).....	360,0	
29.01	Beleggingsinteressen.....	—	
46.01	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de personenbelasting.....	44 900,7	
46.02	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde.....	143 454,2	
46.03	Tegemoetkoming van de Staat ten gevolge van de intrekking van de machtiging tot het aangaan van een lening met de waarborg van de Staat door het Nationaal waarborgfonds voor schoolgebouwen.....	65,1	
46.04	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld.....	5 942,3	
46.05	Tegemoetkoming van de Staat in de financiering van het universitair onderwijs voor buitenlandse studenten.....	1 358,1	
	Totaal voor sector II.....		197 038,9

SECTOR III. — ONTVANGSTEN MET SPECIALE BESTEMMING

SECTIE 1. — MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

06.01	Diverse ontvangsten voortkomend uit schenkingen en tegemoetkomingen van openbare of private personen (cf. O.A. 41 - A.P.11).....	—	
16.08	Vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel en opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel (cf. O.A. 61 - A.P. 06).....	5,0	
16.09	Inschrijvingsrechten, taxen, en boeten geïnd in de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (cf. O.A. 63 - A.P. 12).....	—	
16.10	Inschrijvingsrechten voor activiteiten voor opleiding van socio-culturele animators (cf. O.A. 64 - A.P. 41).....	1,0	
16.11	Bijdrage van de RTBF en de private radio's (artikel 27 van het decreet van 19 juli 1991) (cf. O.A. 65 - A.P. 34).....	4,0	
16.12	Inkomsten uit commerciële reclame op de RTBF en RTL-TVi bestemd voor de ontwikkeling van de geschreven pers (cf. O.A. 65 - A.P. 41).....	170,0	
16.13	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het cultureel centrum Marcel Hicter (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	13,0	
16.14	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	3,0	
16.15	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	3,0	

TITEL I. — Lopende ontvangsten		(In miljoenen frank)	
Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
40.01	Stortingen van de ONE voor de betoelaging van vakantiecentra (cf. O.A. 25 - A.P. 11).....	11,7	
46.06	Stortingen van de Nationale Loterij en van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (cf. O.A. 41 - A.P. 11).....	—	
48.01	Bijdrage van het Waalse Gewest (artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn) (cf. O.A. 42 - A.P. 31).....	1 400,0	
SECTIE 2 MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING			
06.02	Diverse ontvangsten, schenkingen, legaten, toelagen en tegemoetkomingen van de Nationale Loterij voor het wetenschappelijk onderzoek (cf. O.A. 95 - A.P. 36).....	—	
06.03	Diverse ontvangsten, schenkingen, legaten en tegemoetkomingen van rechts- of privé-personen, o.m. de Nationale Loterij, bestemd voor het migrantenbeleid (cf. O.A. 40 - A.P. 73).....	—	
16.16	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P. 23).....	—	
16.17	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P. 30).....	—	
16.18	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P. 30).....	—	
39.01	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven (cf. O.A. 40 - A.P. 73).....	—	
39.02	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven in het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan (cf. O.A. 40 - A.P. 73).....	54,0	
	Totaal voor sector III.....		1 664,7
	TOTAAL VOOR TITEL I.....		200 865,8

TITEL II — Kapitaalontvangsten		(In miljoenen frank)	
Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
SECTOR I. — FISCALE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN UIT PARTICULIERE RECHTEN			
	(Pro memorie).....	—	
	Totaal voor sector I.....		0,0
SECTOR II. — ALGEMENE ONTVANGSTEN			
76.01	Opbrengst van de verkoop of van de toekenning van alle andere zakelijke rechten op onroerende goederen.....	10 500,0	
76.02	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen.....	—	
76.03	Diverse ontvangsten.....	0,2	
76.04	Terugbetaling van ten onrechte uitbetaalde bedragen.....	—	
	Totaal voor sector II.....		10 500,2
SECTOR III. — ONTVANGSTEN MET SPECIALE BESTEMMING			
SECTIE 1. — MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN			
86.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan uitgevers (cf. O.A. 63 - A.P. 51).....	4,0	
86.02	Terugbetaling van leningen toegestaan aan boekhandelaars (cf. O.A. 63 - A.P. 51).....	—	

TITEL II. — Kapitaalontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
SECTIE 2 MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING			
87.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan de personeelsleden of hun rechthebbenden (cf. O.A. 40 - A.P. 03).....	—	4,0
	Totaal voor sector III.....		10 504,2
	TOTAAL VOOR TITEL II.....		211 370,0

TITEL III. — Opbrengsten van leningen

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
96.01	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in Belgische franken.....	8 320,0	
96.02	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in deviezen.....	—	8 320,0
	TOTAAL VOOR TITEL III.....		219 690,0
	TOTAAL VOOR TITEL I + TITEL II + TITEL III.....		
	Terugbetaling aan de Staat in toepassing van de artikelen 13, § 2, 37, 38, § 3, 42, § 2, en 62, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, van het netodeel van de toegewezen gedeelten van de gedeelde belastingen en van de dotatie met betrekking tot buitenlandse studenten, extra gestort aan de Franse Gemeenschap voor het jaar 1992 (zie art. 5, lid 2, van het bepalend gedeelte van dit decreet).....		- 1 289,4
	ALGEMEEN TOTAAL.....		218 400,6

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 876

[C — 27122]

4 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon autorisant temporairement la capture et la détention de poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés en Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 19 mars 1992 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale et notamment son article 55;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer le bon déroulement des concours de pêche au cours de la prochaine saison;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Par dérogation aux dispositions de l'article 55 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 mars 1992 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, la capture et la détention de poissons de toutes espèces n'ayant pas les dimensions réglementaires sont autorisées en Région wallonne jusqu'au 31 décembre 1997, uniquement durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés.

A cette fin, les poissons capturés n'ayant pas les dimensions réglementaires seront conservés avec soin dans des bourriches en nylon placées dans le cours d'eau et seront remis délicatement à l'eau en fin de concours, après comptage et pesage.